

d'emploi, de salaires, de productivité (cadence du patronat, pour refaire l'unité de la classe ouvrière en lutte, pour lui donner une perspective en terme de pouvoir, l'élaboration d'un programme de transition articulé autour des thèmes de contrôle ouvrier est à l'ordre du jour ; déjà des luttes spontanées, sporadiques de certains secteurs ouvriers, portent essentiellement sur les conditions de travail, perpétuant les formes de lutte de mai, esquissent l'actualité pratique de ces thèmes. Le paradoxe de l'entreprise capitaliste où une poignée d'ouvriers occupant un poste névralgique peuvent paralyser l'ensemble de l'entreprise, donne une idée de leur efficacité possible.

22) L'implantation dans la classe ne peut se faire de façon conséquente que sur des bases politiques claires. A ce propos, magnifier « les organisations autonomes de la classe » (C.A., C.L.E.O., etc.), c'est entériner un état de fait, stabiliser les préjugés unitaristes des militants ouvriers en rupture de stalinisme au lieu de les dépasser. Il ne saurait, en dehors des périodes de crise révolutionnaire, exister de structures autonomes par rapport à l'avant-garde. Le faible regroupement de l'avant-garde face à l'ébranlement du P.C.F., le rapport de force encore limité qui en résulte, les critères encore trop idéologiques de l'avant-garde, peuvent expliquer le temps de décantation nécessaire aux groupes ouvriers qui quittent le P.C.F. Ils ne nous autorisent en aucun cas à le théoriser pour y installer des groupes autonomes qui ne pourront réellement survivre qu'en maîtrisant leurs problèmes par une vue nationale de la lutte des classes et par une insertion organisationnelle nationale.

23) Les syndicats demeurent la plus puissante organisation de lutte de la classe. En période de répression patronale, leur couverture légale apparaît comme la garantie sans laquelle les travailleurs hésitent à se risquer dans la lutte. Pour toutes ces raisons, le travail au sein des syndicats demeure une tâche principale des ouvriers révolutionnaires, non pour se contenter d'y regrouper une tendance « syndicale » durcissant les mots d'ordres officiels, mais pour tenter d'y impulser une pratique différente reposant sur l'action directe et la contestation de fait de la légalité patronale, restituant la portée et le sens politique des moindres luttes, préfigurant ce que pourrait être une organisation de masse ouvrière débarrassée de l'idéologie « syndicaliste » léguée par la social-démocratie et le stalinisme.

24) Par l'implantation ouvrière, nous modifions le rapport de force entre l'avant-garde et le P.C.F. Ce rapport de force ne saurait être conçu de façon morcelée, comme l'addition des forces au sein de chaque entreprise. L'emprise du P.C.F. sur la classe combine diverses formes, elle dessine des unités politiques (villes de province, quartiers, banlieues). L'expérience de bulletins tels que la Taube rouge aixoise illustre la rentabilité de telles pratiques. Cette conception permet une plus juste articulation des cercles de quartiers par rapport au travail ouvrier. Soit qu'ils s'investissent spécialement sur certaines entreprises choisies avec précision, soit qu'ils interviennent sur certains grands ensembles par une agitation sur tous les problèmes extraprofessionnels des travailleurs (politique, logement, transports, animation sportive et culturelle où P.C.F. et gouvernement développent des pratiques